

Tunisie, Égypte :

Derrière le paravent des « transitions démocratiques », la contre-révolution aux aguets (2 e partie)

La première partie de cet article, publiée dans CPS n°45, soulignait que l'organisation de prétendues « transitions démocratiques », sous le contrôle des appareils d'État tunisien et égyptien, constituait un tournant dans la situation politique ouverte par les chutes de Ben Ali et de Moubarak – tournant favorable à la réaction.

Faute de disposer d'une représentation et d'une direction politiques propres, les principaux acteurs des révolutions tunisienne et égyptienne – la classe ouvrière et la jeunesse des deux pays – ont vu le vide politique, créé par le départ des dictateurs et la semi-liquidation des partis dictatoriaux, être rempli par des forces politiques réactionnaires, notamment islamistes. Fortes de leur « succès » électoral, ces forces se disposent du côté de l'impérialisme et des appareils d'État dictatoriaux, contre les masses.

Cette analyse s'achevait donc sur cette conclusion : « *Après avoir mené à bien la « transition démocratique » sous leur égide, les appareils d'État issus des dictatures égyptienne et tunisienne vont reprendre l'initiative politique. Un front uni est en quelque sorte constitué contre la classe ouvrière – incluant les puissances impérialistes, les États de la péninsule Arabique et les organisations islamistes petites-bourgeoises. (...) Le prolétariat et la jeunesse d'Égypte et de Tunisie sont loin d'être écrasés : ils doivent cependant se préparer à faire front contre l'offensive qui s'annonce dans les deux pays.* »

La pleine compréhension de cette situation suppose d'ancrer la situation particulière de la Tunisie et de l'Égypte dans la situation générale en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Dans les autres pays : échec et reflux de la vague insurrectionnelle

Au printemps 2011, l'irruption des masses tunisiennes et égyptiennes, l'expression d'une crise au sommet par la chute des dictateurs avaient répandu comme une traînée de poudre, dans l'esprit des masses des pays voisins, l'idée qu'il était possible d'en finir avec les régimes en place : une vague insurrectionnelle s'est développée.

Un an plus tard, il faut pourtant faire ce constat : cette vague n'a abouti, nulle part ailleurs, au renversement des dictateurs par les masses (on ne saurait, en effet, considérer comme tel le massacre du dictateur libyen Kadhafi, comme on le verra). Au contraire, ne bénéficiant pas du long

travail de préparation accompli par les masses de Tunisie et d'Égypte, lors des années précédentes, les masses des pays voisins ne sont pas parvenues à opposer un front uni aux dictatures en place – front qui ne pouvait être structuré que par la classe ouvrière organisée.

Dès lors, le modèle de la « *transition démocratique* » a pu être décliné dans nombre de pays par les dictatures : élections législatives-bidon au Maroc en novembre 2011, en Algérie au printemps 2012 ; élection présidentielle au Yémen en février... pour l'investiture d'un candidat unique, sous tutelle de l'appareil d'État. Ces « *transitions* » permettent de consacrer le ralliement des principales forces dites d' « *opposition* » aux pouvoirs en place : elles n'induisent aucun autre changement et remplissent précisément le but inverse – cadenciser le mouvement du prolétariat. (Ces développements, notamment au Maroc et en Algérie, requerraient une analyse particulière qui ne peut être l'objet de cet article.)

En Libye, et aujourd'hui en Syrie, est apparu un autre cas de figure, véritablement dramatique : celui du basculement dans un chaos croissant. Dans le premier cas, c'est l'intervention impérialiste contre la Libye qui porte la responsabilité de cette situation. Dans le second, l'incapacité des masses à renverser le régime n'a pas empêché une profonde déstabilisation de la dictature : l'impuissance politique conjointe de la « *base* » et du « *sommet* » à résoudre la situation, chacun à son avantage, conduit au risque d'implosion.

Dans les deux cas, cette situation tragique ne s'est pas développée sans le concours actif des puissances impérialistes et de leurs alliés – qui, même s'ils préfèrent l' « *ordre* » des dictatures, n'en choisissent pas moins, en dernière analyse, le déchaînement de la barbarie pour étouffer la révolution.

L'intervention impérialiste en Libye : premier coup de massue contre la vague révolutionnaire

C'est ainsi la volonté acharnée de réaffirmer l'emprise des puissances impérialistes sur l'Afrique du Nord qui s'est exprimée en Libye, au printemps et à l'été 2011. Avant l'irruption des masses d'Afrique du Nord, ces puissances avaient renoué depuis fort longtemps des relations étroites avec le régime de Kadhafi : en 2010, un représentant du dictateur avait ainsi été admis par une large majorité d'États-membres de l'ONU à siéger... au sein du « conseil des droits de l'homme » de cette instance. Sarkozy s'était, pour sa part, illustré en allant jusqu'à accueillir cordialement Kadhafi à l'Élysée en 2007.

Mais en mars 2011, stupéfaits par la chute fulgurante de Ben Ali et Moubarak, les impérialistes observaient avec inquiétude la vague insurrectionnelle qui mettait à mal leur tutelle sur toute la région. Les événements de Tunisie et d'Égypte avaient en outre jeté une lumière cruelle sur la réalité de cette tutelle, avec des répercussions jusqu'au sein des métropoles (telle l'éviction par Fillon et Sarkozy de leur ex-ministre Alliot-Marie). Il fallait intervenir, frapper le maillon faible pour donner le change et réaffirmer la tutelle impérialiste sur cette région.

Avant d'organiser leurs bombardements sur la Libye, les puissances impérialistes ont patiemment attendu que l'insurrection, partie de la jeunesse de Benghazi, fût littéralement écrasée – les chars de Kadhafi entrant dans la ville après avoir éteint les autres foyers (voir la déclaration publiée dans CPS n°43). Ce n'est qu'alors que Washington, Londres et Paris - Sarkozy en tête – ont lâché un tapis

de bombes, après avoir désigné comme « *représentation légitime du peuple libyen* » un « *Conseil National de Transition* » constitué d'anciens caciques de la dictature .

(Rappelons-le : dès le début de cette intervention, les militants regroupés autour de CPS l'ont dénoncée et s'y sont opposés sans équivoque, à la mesure de leurs forces. Ils se sont heurtés, en cela, à une véritable opération d'union nationale autour de Sarkozy, soutenue tant par les dirigeants du PS et par Mélenchon que par le silence complice des dirigeants syndicaux, et jusqu'aux dirigeants du NPA et du POI : en mai 2011, tous sans exclusive s'opposaient encore à l'exigence de l'arrêt immédiat et sans condition de l'intervention impérialiste en Libye, défendue au Conseil National de la FSU par les militants du courant Front Unique (v la Lettre de liaison n°185, <http://www.frontunique.com>))

Sarkozy jurait ses grands dieux qu'il s'agissait strictement d'appliquer la sacro-sainte résolution de l'ONU qui cautionnait cette forfaiture, en se limitant à la création d'une « *zone d'exclusion aérienne* » et à des frappes « *ciblées* » . Mais l'impérialisme français a fait ce qu'il a voulu : « *La France a parachuté des armes aux rebelles libyens* », révélait Le Figaro du 28/6/2011. Voilà ce qu'il en est du « *droit international* » : une liasse de papier dont les pires brigands - ceux qui disposent du plus grand nombre d'armes – disposent à leur guise pour « *justifier* » leur brigandage.

Un nouvel Irak à la mesure de Sarkozy et Cameron

Mais, nous dira-t-on, il s'agissait de livraisons d'armes aux « *insurgés* », de soutien à la « *révolution libyenne* »... Penchons-nous donc de plus près sur la nature de ces « *révolutionnaires* » à qui Sarkozy et consorts ont si libéralement distribué leurs engins de mort.

On peut le mesurer aujourd'hui : Kadhafi n'a été liquidé que pour céder la place à une myriade de clones au petit pied, disséminés dans les moindres recoins du pays et de la capitale – chefs de guerre tribaux ou islamistes en pagaille : « *Cinq ou six katibas (brigades) tiennent aujourd'hui Tripoli, attendant la grande explication. Au total, cela fait 50 000 thowars (insurgés, nldr) armés, auxquels s'ajoutent près de 40 000 détenus libérés par Kadhafi.* » (Valeurs actuelles, 12/01/2012). En mars 2012, inspectant les travaux finis, l'ONU rendait un rapport sur les crimes commis par ces « *insurgés* » : « *exécutions sommaires, tortures, disparitions forcées, attaques indiscriminées et pillages* », auxquels il faudrait ajouter règlements de comptes tribaux et crimes racistes contre les ouvriers venus d'Afrique subsaharienne. C'est cette gabegie qu'a armée et appuyée la clique de l'OTAN.

Le CNT libyen n'a, lui, contribué à la chute du dictateur... qu'en faisant exécuter pendant l'été son propre chef militaire, suspecté de lui faire de l'ombre. Le « *gouvernement* » libyen ne dispose ni d'une armée régulière, ni même d'une police en état de fonctionnement C'est pour raffermir son emprise sur les milices réactionnaires que le CNT annonçait, en octobre, sa volonté de rétablir la « *charia* » - revenant sur la monogamie et le droit au divorce. Une attaque contre les droits des femmes qui ne devait pas empêcher la Libye de réintégrer le « *Conseil des droits de l'homme* » de l'ONU, un mois plus tard...

Dans les faits, le CNT ne contrôle ni ne « *représente* » grand chose : tandis que la Tripolitaine est livrée à la vindicte de chefs de guerre rivaux, en Cyrénaïque s'est affirmée à son grand dam la volonté séparatiste des tribus locales, en février-mars 2012. Le soutien des impérialistes, seul,

permet au CNT de prétendre à l'exercice du « *pouvoir* ». Aucun des traits réactionnaires du régime de Kadhafi n'a été mis à mal par l'intervention impérialiste et ses fantoches, au contraire. Et il est encore un « *acquis* » de l'ère Kadhafi que la clique de l'OTAN aimerait voir abolie : la nationalisation des hydrocarbures.

Mais le précédent de l'Irak nous permet de voir qu'il y a loin de la coupe aux lèvres : car c'est précisément un nouvel Irak, aux proportions d'un petit Bush nommé Sarkozy, qui a été créé en Libye par la coalition impérialiste. Un chaos foisonnant d'armes et de bandes criminelles qui menace de déstabiliser les pays voisins.

La seule leçon, amère, qui peut être tirée de cette aventure : jamais, nulle part, en aucune circonstance, un « *printemps populaire* » ne peut germer sous les bottes impérialistes.

La Syrie : entre le marteau de la dictature...

Cette leçon doit être rappelée avec insistance, à l'heure où, peu sujets aux remords, les brigands impérialistes s'activent autour de la Syrie. Avec en tête de proue l'inénarrable Bernard-Henry Lévy : « *Il faut, maintenant, une intervention en Syrie (...) Car il y a, aujourd'hui, un nouveau Benghazi* » (Le Point, 1/3/2012).

Au début du mois de février 2012, le régime criminel de Bachar Al Assad, vertébré par le parti « *panarabiste* » Baath et un appareil d'État fort de plus d'un million d'hommes, organisait un véritable siège contre Homs, la troisième ville du pays. Le 3 février, des manifestations étaient réprimées par des tirs de chars et de mortiers, inaugurant une série de massacres. Puis, le 14, était révélée le pilonnage d'un quartier populaire de la ville, Baba Amr, qui durera plusieurs semaines. La ville était vidée de ses habitants, 80% de la population se voyant contrainte de trouver refuge ailleurs : des dizaines de milliers de réfugiés affluaient vers la Turquie ou le Liban voisins.

Quand bien même l'insurrection syrienne n'a jamais pris la forme d'un mouvement prolétarien, il n'est pas anodin de rappeler que Homs est la principale ville industrielle de Syrie, le quartier de Baba Amr une concentration populaire : ainsi, c'est une loi de la contre-révolution que la classe ouvrière paie toujours le tribut de sang le plus lourd, lorsqu'échoue ou piétine un soulèvement populaire. À la suite de Homs, d'autres villes du pays subissent des pilonnages intensifs, telles Idleb ou encore Hama, qui fut en 1982 le berceau d'une insurrection armée, islamiste, écrasée dans le sang. Les échos sourdent de partout de massacres barbares : exécutions sommaires, meurtres sur des bases « *ethniques* » ou communautaires, terreur de masse...

L'« *anniversaire* » de l'insurrection syrienne contre le régime baathiste, commencée en mars 2011, est donc marqué par le franchissement d'une nouvelle étape dans la répression qui s'abat contre la population du pays : aux snipers, milices (« *chabiha* »), rafles et quadrillages à l'oeuvre depuis des mois, le régime d'Al Assad ajoute le bombardement massif de zones d'habitation entières. Pourtant, dès février, toutes les estimations du nombre de victimes de la répression depuis le printemps 2011 se chiffraient déjà en milliers : certaines prétendent, depuis, que le chiffre de 10 000 victimes a été franchi.

...et l'enclume impérialiste

Il ne faudrait pourtant pas en déduire que les gesticulations impérialistes autour de la Syrie devraient être considérées avec sympathie.

Certes, depuis des mois, se succèdent à Washington et Paris les « condamnations » des « violences » du régime d'Al Assad. Certes, Obama et Sarkozy ont beau jeu de fustiger l' « obstruction » de la Russie et de la Chine à ces condamnations formelles, au sein de l'ONU. Certes, l'ONU a fini par adopter le « plan Annan » qui préconise un arrêt des « hostilités » - ce qui revient in fine à reconnaître les groupes armés organisant des attentats contre le régime. Mais, lors de la dernière conférence des « amis » autoproclamés de la Syrie, au début du mois d'avril à Istanbul, Hillary Clinton réfrénait encore les ardeurs bellicistes de l'Arabie Saoudite, du Qatar et de la Turquie en s'opposant à toute décision d'armement des « rebelles » - le « Conseil National Syrien », constitué sur le modèle libyen, et son « Armée Syrienne Libre ».

Pourquoi cette valse-hésitation ? C'est que l'impérialisme américain hésite quant à la meilleure façon de « rétablir l'ordre » en Syrie : l'hypothèse d'une intervention directe des puissances impérialistes n'est sérieusement évoquée par personne, tant elle reviendrait à renouveler et à décupler le précédent irakien. Washington n'a pas encore écarté la possibilité que la dictature syrienne ne parvienne à écraser pour de bon le mouvement des masses - ce qui ne serait pas forcément pour lui déplaire.

Rappelons qu'en 1991, la « guerre du Golfe » contre l'Irak s'était arrêtée pour laisser au régime de Saddam Hussein les chars nécessaires pour écraser les soulèvements chiite et kurde dans le pays. Un Bachar Al Assad affaibli, beaucoup plus malléable, mais encore en place : voilà ce qui serait la meilleure option pour Washington et Tel Aviv. Certainement pas le soutien à une insurrection populaire.

L'hypothèse d'un soutien massif aux « insurgés syriens » - ceux que l'impérialisme a préalablement désignés comme tels – reste néanmoins posée comme dernier recours, au cas où le régime syrien ne parviendrait pas à écraser pour de bon l'insurrection qui secoue depuis des mois de larges régions du pays. Du point de vue révolutionnaire, il s'agirait alors, de toute manière, d'un coup de grâce porté au mouvement des masses.

Le CNS et l'ASL, produits de l'impasse politique des masses syriennes

En effet, c'est du fait de l'incapacité du mouvement des masses syriennes à s'organiser et à se structurer sur un terrain de classe qu'ont procédé la création du « Conseil National Syrien » et celle de l' « Armée Syrienne Libre » – tous deux hors de contrôle des masses syriennes et subordonnés à l'impérialisme.

C'est un fait : jamais, malgré plus d'un an de développement, l'insurrection syrienne n'est parvenue à s'étendre uniformément aux larges masses du pays. Ni Alep, ni Damas – les deux principales villes de Syrie – n'ont véritablement rejoint l'insurrection. Non que les raisons d'un soulèvement général ne fussent réunies – la « libéralisation » relative de l'économie sous Bachar Al Assad s'étant accompagnée d'un cortège de coups durs pour les masses – mais les conditions politiques y

sont terriblement défavorables.

Les « syndicats » officiels sont ainsi de simples courroies de transmission de la dictature ; les restes divisés du parti communiste syrien, qui fut jusqu'aux années 1950 le plus puissant du Proche-Orient, sont en majorité intégrés au régime du Baath, que le stalinisme a porté sur les fonts baptismaux. Ce qui tient lieu d' « opposition de gauche » au régime syrien est une cacophonie d'anciens cadres « nationalistes », ex-staliniens ou « libéraux » sans base de masse – à quoi il faut ajouter les nationalistes kurdes, également réprimés en Iran et en Turquie.

C'est donc les Frères Musulmans qui ont occupé, historiquement, en 1965 comme en 1982, le rôle de principale opposition – une opposition réactionnaire, aussi fermée sur le plan religieux qu' « ouverte » à la libéralisation économique, exacerbant les tensions communautaires au sein du pays. Les minorités chrétienne et alaouite (communauté dont est issu le clan Assad) rechignent de fait à remettre en cause le régime, par crainte d'une dictature religieuse.

Les manifestations de 2011-2012 n'ont jamais, il est vrai, été dirigées par la confrérie islamiste : mais le fait est qu'aucune direction solide n'en a émergé. Les « Comités Locaux de Coordination » qui organisent ces manifestations sont énigmatiques – coordinations de fait plutôt que dirigeants élus. Les journées de « grève générale » qui ont été appelées dans le pays n'ont jamais pris la forme de grèves ouvrières : aucun processus d'organisation du prolétariat syrien, qui eût permis de faire basculer la situation, n'a surgi. Les manifestations se sont cantonnées à la glaçante répétition de cortèges avançant les mains nues vers l'abattoir, sans autre perspective que l'exaltation des « martyrs » et l'invocation d'Allah.

Des coquilles vides que la boue vient remplir

Sur ce magma, la très démocratique Arabie Saoudite tente de greffer le CNS, organisation constituée à l'extérieur de la Syrie, proclamée officiellement à Istanbul sous l'égide du gouvernement Erdogan et vertébrée par les Frères Musulmans. Le rejet de cette tutelle islamiste et impérialiste a rapidement conduit plusieurs membres de ce « conseil » - kurdes, « libéraux » - à scissionner. L'opposition « intérieure » est, elle, regroupée au sein d'une autre structure, le Comité National pour le Changement Démocratique (CNCD), hostile à toute « militarisation »... mais qui cherche le salut ailleurs que dans le mouvement des masses. Un de ces « opposants », Michel Kilo, présentait son orientation au Figaro : « L'opposition syrienne doit coopérer avec les Russes » (5/4/2012). Unie sur l'objectif de chasser Bachar, l'opposition syrienne est divisée sur tout le reste.

Le dirigeant du CNS, Burhan Ghalioun, a lui-même illustré son absence de tout lien réel avec l'insurrection en révélant qu'il avait appris sa nomination par la télévision : « J'ai été surpris comme beaucoup d'autres ce 29 août par l'annonce sur la chaîne Al-Jazira de ma désignation comme président d'un Conseil national de transition » (communiqué publié par SouriaHourria, 29/8/2011). Les véritables démiurges de cette coquille vide sont l'Arabie Saoudite et le Qatar, qui ont obtenu de leurs poulains tunisiens, puis de leur allié turc, la convocation de deux conférences des « amis de la Syrie » à Tunis et à Istanbul, en février et mars 2012. La reconnaissance du CNS comme « représentant légitime du peuple syrien » y a été décidée. L'Arabie Saoudite a également décidé de rémunérer directement les miliciens de l' « Armée Syrienne Libre »... tandis que des articles de presse étayaient des rumeurs de livraisons d'armes, via l'Irak ou la Turquie, aux milices

anti-Assad et à l'ASL.

L' « Armée Syrienne Libre » a été officiellement proclamée en septembre 2011 : loin d'exprimer la fraternisation de détachements militaires avec l'insurrection – les milliers de déserteurs et quelques officiers ayant fui un à un leurs détachements – elle s'est affirmée d'emblée comme une projection de l'impérialisme. Son programme : « s'accaparer une portion du territoire dans le nord de la Syrie, s'assurer une protection internationale sous la forme d'une zone d'exclusion aérienne, se procurer des armes auprès des pays amis et lancer une opération de grande envergure pour renverser le gouvernement Al-Assad, sur le modèle de la révolution libyenne » (Washington Post, 26/9/2011). En novembre, l'ASL a « reconnu » la direction politique du CNS.

Dans les faits, cette « armée » pourrait bien n'être qu'une ombrelle de pacotille, couvrant des milices agissant à leur guise sous prétexte de lutter contre la dictature. Au point qu'une organisation comme Human Rights Watch – ou la « mission d'observation » dépêchée par la Ligue Arabe début 2012, dont Riyad s'est empressé d'enterrer le rapport – a mis en cause de telles milices dans l'organisation d'enlèvements, exécutions sommaires, rackets et attentats, frappant les civils, notamment les Chrétiens ou les Alaouites (communiqué HRW du 20/3/2012).

Que donnerait, dès lors, une Syrie « débarrassée » de la dictature par la force des armes impérialistes et des pétrodollars ? Rien de plus que ce qui peut déjà être observé en Irak, en Afghanistan ou en Libye : le chaos, la gabegie, la guerre civile. Inutile de préciser que la première tâche de tout révolutionnaire est de combattre toutes les manoeuvres impérialistes autour de la Syrie.

La péninsule Arabique, centre organisateur de la contre-révolution

Les développements qui précèdent tendent à faire ressortir cette idée : l'Arabie Saoudite et le Qatar, bastions de la réaction politique et cléricale, tendent aujourd'hui à jouer un rôle moteur dans la contre-révolution en cours en Afrique du Nord comme au Moyen-Orient.

En février-mars 2011, même la péninsule avait été atteinte par la vague révolutionnaire partie de Tunis et du Caire : tandis que le Yemen, maillon faible de la péninsule, était profondément secoué, l'île de Bahreïn connaissait une importante mobilisation contre le pouvoir en place. L'Arabie Saoudite dépêchait en mars 2011 plusieurs détachements militaires pour écraser cette révolte, sous le regard approbateur des officiers de la Ve flotte américaine. Forte de cet « exploit » sanglant, le régime de Riyad entend peser de tout son poids et pose au champion de la « transition démocratique »... pour resserrer à son avantage l'étau de la réaction sur toute l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. La monarchie wahhabite repose sur un socle solide : une énorme rente pétrolière, un régime fascisant à base religieuse et un prolétariat quasi- exclusivement immigré, taillable et corvéable à merci. C'est ce royaume « ami » de Washington qui finance, dans le monde entier, une kyrielle de madrassas (écoles coraniques) d'où sont issues les pires mouvances réactionnaires.

À ses côtés, le Qatar, jeune puissance financière assise sur sa rente pétrolière, monte en puissance. La principauté, siège de la chaîne Al Jazira qui lui tient lieu d'agence de propagande, héberge ainsi depuis peu une délégation des Talibans, servant d'intermédiaire entre ces derniers et Washington

dans les tentatives de règlement de la situation afghane. Ce qui ne l'empêche nullement de se targuer de relations cordiales avec l'État d'Israël, ou d'être devenu via Ennahdha l' « actionnaire majoritaire » du nouveau gouvernement tunisien.

Dans le sillage de l'Arabie Saoudite et du Qatar, s'est ainsi renforcé l'axe de l'islamisme sunnite : du Maroc à l'Égypte, de la Tunisie à la Syrie, des « modérés » aux salafistes. Il n'est pas jusqu'au Hamas palestinien qui ne se soit, récemment, retourné contre son ancien protecteur syrien, en dénonçant la répression exercée par Bachar Al Assad de façon spectaculaire.

Une leçon en négatif : le rôle de la classe ouvrière organisée

Libye, péninsule Arabique, Syrie : il existe un point commun aux développements politiques observés dans ces trois secteurs. C'est qu'y a manqué l'élément qui aurait permis que les dictatures fussent renversées : la jonction de la classe ouvrière organisée, sur son propre terrain, ses propres revendications et aspirations, et de l'insurrection partie de la jeunesse. Le fait est que dans les deux premiers cas au moins, une telle jonction ne pouvait avoir lieu – le prolétariat y étant essentiellement constitué par la main-d'oeuvre immigrée. En Syrie, l'incapacité pour la classe ouvrière de s'engager dans une lutte de classe significative s'avère chaque jour un peu plus fatale pour l'insurrection. Le bilan des insurrections libyenne, bahreïnienne ou syrienne illustre en négatif ce qui s'était exprimé sous une forme positive en Tunisie et en Égypte. Faute du cadre structurant et unifiant apporté par la classe ouvrière organisée, la voie est ouverte au chaos, à la gabegie communautaire, raciste, religieuse, aux milices, au terrorisme et au gangstérisme. De cette manière tragique est réaffirmé ce principe : la classe ouvrière, seule classe fondamentalement révolutionnaire, est la seule force progressiste à l'échelle historique, la seule dont l'engagement peut permettre, à notre époque impérialiste, d'apporter une réponse positive aux aspirations humaines fondamentales. L'issue de la vague insurrectionnelle se concentre aujourd'hui en Tunisie et en Égypte.

Tunisie, Égypte : comment la contre-révolution s'organise

L'échec et le reflux de la vague révolutionnaire en Afrique du Nord et au Moyen-Orient pèsent sur les prolétariats de Tunisie et d'Égypte, avant-garde de la révolution, et les isolent, tandis que se consolide partout l'axe de la contre-révolution. Le rapport de forces entre les classes a profondément changé : l'heure est au développement contre les masses d'une offensive réactionnaire. Chacune à leur manière, les forces réactionnaires sorties des « urnes » s'adossent aux appareils d'État dictatoriaux, à leurs parrains saoudiens et qataris, aux puissances impérialistes pour mener cette offensive.

Le « partenariat » de Deauville : programme économique de la réaction

Dès le mois de mai 2011, lors du G8 de Deauville, les gouvernements provisoires égyptien et tunisien s'étaient accordés avec les puissances impérialistes sur ce que devait être le programme économique des deux pays : la poursuite et l'approfondissement des politiques de Ben Ali et Mubarak, aux mêmes conditions.

Akram Belkaïd, dans le Monde Diplomatique d'octobre 2011 expliquait : « Lors de la réunion du G8 à Deauville, les 26 et 27 mai 2011, les pays les plus riches de la planète ont certes promis 20 milliards de dollars (14,7 milliards d'euros) sur deux ans à l'Égypte et à la Tunisie, mais ce montant comprend essentiellement des prêts déjà programmés avant la révolution. »

14,7 milliards d'euros de prêts, cela constitue quasiment l'équivalent de la dette extérieure que la Tunisie a accumulée en vingt ans (plus de 30 milliards de dinars). C'est aussi plus de la moitié de la dette extérieure égyptienne (30 milliards de dollars en 2011). Autant dire que ces dettes seraient considérablement accrues, en un laps de temps relativement court. Ces prétendues « dettes », les masses tunisiennes et égyptiennes les ont pourtant déjà payées.

De 1990 à 2008, la Tunisie a versé plus de 38 milliards de dinars à ses créiteurs. Le service de la dette, qui a triplé pendant cette période, constitue la base d'un pillage permanent du pays au profit des métropoles impérialistes : la Tunisie rembourse toujours plus, à un taux toujours plus élevé, alors que son endettement ne cesse de s'accroître. Dès 2008, la part de la dette dans le budget équivalait aux trois quarts du budget de l'enseignement public et à près de quatre fois le budget de la santé. Il faut dire que Ben Ali a porté de durs coups à ces services publics pendant la même période (« Quel rôle joue la dette extérieure de la Tunisie ? », Fathi Chamkhi, CADTM, 20/6/2010).

Il en est de même pour l'Égypte : les années Moubarak ont été marquées par des privatisations massives, des licenciements de masse, la destruction méthodique des systèmes d'éducation et de santé, la contre-réforme agraire, la liquidation des garanties et droits les plus élémentaires pour les travailleurs. Tout cela, au nom d'une « libéralisation » de l'économie appuyée sur l'endettement – paravent d'un véritable pillage de l'économie égyptienne par les puissances impérialistes et par leurs alliés.

Une contre-révolution en soi

C'est contre les conséquences de cette politique, contre les conséquences de la crise, que les masses tunisiennes et égyptiennes se sont engagées en janvier-février 2011. L'accord de Deauville revient avant tout à reconnaître les « dettes » des dictateurs, au prix du sang et de la misère pour les peuples. Il conduit, en outre, à les approfondir sensiblement. C'est une contre-révolution en soi.

Mais encore : la Tunisie et l'Égypte sont invitées à solliciter le concours d'investisseurs privés, au prix de « Partenariats Public-Privé », selon le Monde Diplomatique déjà cité : « Le principe ? Une entreprise privée financerait, construirait, puis exploiterait un service public (eau, énergie, santé...) pour le compte de l'État ou de ses collectivités : une privatisation, fût-elle temporaire, qui ne dit pas son nom. ». Une forme, également, d'endettement masqué, de pillage planifié des comptes publics – donc des masses – pour des années, voire des décennies. Ce processus est déjà largement engagé.

Pour attirer ces « investisseurs », il faudrait encore procéder à la privatisation de tout ce qui peut l'être. Précisément, l'année 2012 devrait permettre au nouvel exécutif tunisien de s'en donner à cœur joie avec le transfert vers l'État des biens confisqués à Ben Ali et consorts – tandis que le pouvoir égyptien entend poursuivre le travail de sape mené par Moubarak pendant près de 30 ans. Il faut « seulement », pour y parvenir sans accroc, surmonter une toute petite difficulté : la résistance des masses.

Sous le gouvernement Marzouki-Jebali, la grande braderie tunisienne continue

La mise en oeuvre du « partenariat » de Deauville est bien engagée. Le 10 septembre 2011, un mois et demi avant les élections, le gouvernement Essebsi adoptait un « plan jasmin économique et social » qui engageait la Tunisie pour 5 ans, financé à hauteur de 30% par la dette extérieure. L'exécutif tunisien issu des élections n'a pas sourcillé avant de s'engager dans la voie tracée par son prédécesseur : la loi de finances 2012, votée en catastrophe par l' « Assemblée Constituante », repose effectivement à 30% sur l'endettement.

Les bailleurs de fonds impérialistes peuvent revenir en Tunisie comme en terrain conquis, pour y négocier les mêmes « affaires » qu'ils négociaient sous Ben Ali. Le Figaro nous apprenait ainsi, à l'occasion d'une visite de Juppé à Tunis, le 6 janvier : « En avril dernier, le ministre avait annoncé une aide française de 350 millions d'euros, via l'Agence française de développement, dont 180 millions ont été décaissés. L'appui financier de l'Union européenne a également été activé de même que celui prévu par le G8 dans le cadre du Partenariat de Deauville. »

Dans cette débauche de « générosité » lucrative, les grands groupes ne sont pas en reste – tel Coca-Cola qui s'occupe désormais en Tunisie... de développer l'accès à l'eau potable : « La participation de Coca-Cola dans ce projet est une occasion pour démontrer l'effet positif des partenariats public-privé » (TunisMarkets, 25/3/2012). Un « effet positif » que les masses tunisiennes vont devoir payer bien cher ! Car, dès lors que l'État tunisien reconnaît la « dette » de Ben Ali et en contracte de nouvelles, le voilà littéralement « vendu » aux grandes puissances – contraint d'octroyer le « marché » des services publics aux vautours impérialistes.

Il en va de même des biens arrachés au clan Ben Ali- Trabelsi, que le gouvernement tunisien distribue libéralement : « Cheik Salah El Kamel, fondateur du Groupe El Baraka, vient de récupérer 86 hectares, dans la région du Lac (...) Seulement, il s'agit là, nous disent plusieurs avocats, d'une décision politique et non d'une sentence, prononcée dans les tribunaux du pays. (...) En fait, loin d'être assujetti aux lenteurs de la machine judiciaire (...) cheik Salah El Kamel obtient gain de cause à la vitesse de l'éclair. Par la grâce de la main du prince. » (DirectInfo, 18/3/2012). Restitution de biens à leur « propriétaire légitime » ? Non ! Ces biens appartiennent au peuple tunisien, qui les a arrachés au prix du sang.

En Égypte : union sacrée autour des privatisations

En Égypte, la poursuite de la politique menée sous Moubarak est d'autant plus aisée que les « élections »- bidon de décembre et janvier dernier ne permettant pas, même aux « vainqueurs » - Frères Musulmans et salafistes –, de former un gouvernement émanant du Parlement- croupion. Derrière la façade parlementaire toute neuve, les « affaires » continuent comme avant.

En plein milieu des élections, le premier ministre égyptien rappelait d'ailleurs son empressement à accroître l'endettement du pays : « Le premier ministre a reçu les ambassadeurs des pays du G8 pour évoquer les besoins économiques urgents de l'Égypte et ce que ces pays peuvent faire dans le cadre du partenariat de Deauville. » (Le Figaro, 26/12/2011).

Depuis, le poison de la dette se déverse allègrement dans les veines ouvertes de l'Égypte. Un

exemple récent : « Le gouvernement d'Égypte espère finaliser [sa demande de] prêt de 3,2 milliards de dollars [auprès du FMI, ndlr] d'ici au 15 mai, un mouvement (...) vital pour l'aider à surmonter un manque de 10-11 milliards de dollars au cours des prochains 18 mois. », démarche approuvée par les Frères Musulmans (Ahram Online, 12/4/2012).

Autant dire que la confrérie ne se démarque nullement des militaires – à témoin le choix récent du candidat islamiste pour les élections présidentielles à venir : Khairat Al Shater, « un baron d'industrie multimillionnaire » et « un solide avocat des privatisations » allant jusqu'à déclarer que son parti pourrait « bénéficier des décisions économiques antérieures. Il y en a eu de bonnes dans le passé... Rachid Mohamed Rachid [le ministre de l'économie sous Moubarak, ndlr] savait comment attirer les investisseurs étrangers. »... (Avi Asher-Shapiro, The GOP Brotherhood of Egypt, 26/1/2012).

Comment les « révolutionnaires » égyptiens ont colmaté la brèche révolutionnaire

Pourtant, l'entourloupe des « élections » législatives n'était pas passée sans accroc : une avant-garde significative s'était mobilisée pour tenter de les boycotter (voir CPS n°45). En l'espace de quelques mois, le régime égyptien est parvenu à renforcer considérablement son autorité mise à mal par la chute de Moubarak. Avec le concours actif des coalitions prétendument « révolutionnaires ».

Les élections législatives étaient à peine terminées, l'« état d'urgence » formellement levé qu'avait lieu dans un stade de Port Saïd, le 1er février, un massacre : des dizaines de supporters mouraient par la suite d'affrontements qu'ils avaient tenté de fuir... s'écrasant sur des issues de secours barrées ou grillagées. Immédiatement, la jeunesse égyptienne accusait le CSFA (Conseil suprême des forces armées) d'avoir monté de toutes pièces cette provocation. Des manifestations de masse reprenaient dans les grandes villes du pays, sur le mot d'ordre d'en finir avec le CSFA – ponctuées de violents affrontements avec la police et les militaires.

Un jour plus tôt, les gros bras des Frères Musulmans organisaient encore une charge violente contre des manifestants, devant le nouveau parlement, et la confrérie islamiste lançait un appel aux militaires pour « protéger l'Assemblée du Peuple et les autres institutions de l'État » (Al Masry al Youm, 1/2/2012). C'est pourtant au profit de ce parlement de pantins, ultra-réactionnaire, que les coalitions dites « révolutionnaires » décidaient de dévoyer l'aspiration à en finir avec le CSFA : ils éteignaient un peu plus, ce faisant, les braises encore chaudes de l'insurrection commencée en novembre.

Génuflexion devant le parlement-croupion

Le 2 février, un appel était lancé par 29 partis et organisations, incluant, aux côtés de formations réactionnaires, la « Coalition des jeunes du 6 avril », les « Comités populaires pour la défense de la révolution », la « Coalition des jeunes révolutionnaires », l'« Union des jeunes de la révolution », le « Parti Socialiste d'Alliance Populaire » et jusqu'aux Socialistes-Révolutionnaires, organisation qui se réclame du trotskysme : il appelait « l'Assemblée du Peuple nouvellement élue à assumer la responsabilité politique (...) réitérant que le conseil militaire devait transférer le

pouvoir à une autorité civile immédiatement » (Ahram Online, 2 février 2012). Résolution que ladite assemblée aurait été bien incapable de prendre, quand bien même elle l'aurait voulu.

Le 6 février, ces organisations obtenaient le concours de « Comités de travailleurs et d'étudiants » qui lançaient un appel à la grève générale pour le 11 février : mais, si l'initiative rencontrait un certain succès dans les universités, les travailleurs d'Égypte ne répondaient pas au coup de sonnette – et l'armée pouvait procéder, comme au « bon vieux temps », à un vaste déploiement anti-grèves dans tout le pays.

C'est que, dans la conscience des travailleurs, l'échec du mouvement vers la grève générale de septembre 2011, dont les dirigeants des « syndicats indépendants » portent la responsabilité, de même que l'échec des tentatives de boycott des élections pèsent à plein. En lieu et place d'une direction révolutionnaire, c'est un parlement de pantins qui a pris la place laissée vacante par le PND de Moubarak : une instance réactionnaire dans laquelle la fraction avancée du prolétariat n'investit ni espoirs, ni illusions.

Mais les coalitions « révolutionnaires » ont, elles, apporté une nouvelle contribution au renforcement du régime : loin d'oeuvrer à démasquer la collusion des islamistes avec le conseil militaire, elles ont contribué à accorder aux premiers une certaine « légitimité » : la perspective révolutionnaire s'en éloigne d'autant. Un recul politique, au moins provisoire, a été imprimé dans la conscience du prolétariat et de la jeunesse – quand bien même des grèves revendicatives se poursuivent. Et le régime militaire à vernis islamiste n'entend nullement laisser aux travailleurs le droit de se mobiliser et de s'organiser.

Élections présidentielles : le clan Moubarak tente un retour en force...

Fort du succès remporté dans l'organisation des élections législatives, le CSFA tente désormais de pousser l'avantage.

Le 8 avril, prenait fin l'enregistrement des candidatures en vue des élections présidentielles égyptiennes, organisées comme de coutume sous la tutelle de l'armée. Une procédure que le conseil militaire entend superviser à sa guise : ainsi la candidature du salafiste Hazem Salah Abou Ismaïl est-elle mise en cause sous prétexte que sa mère aurait acquis la nationalité américaine. Mais encore : Omar Souleiman, chef de la Sécurité centrale sous Moubarak, a annoncé sa candidature au dernier moment, une « surprise » qu'il ne pouvait organiser sans le renfort de l'appareil d'État, puisque les signatures de 30 000 Égyptiens sont requises.

Pour les islamistes, c'est un véritable camouflet : Souleiman, qui présidait les négociations du régime égyptien avec Israël jusqu'à la chute de Moubarak, était aussi l'homme de la répression de toute opposition politique au dictateur. C'est que, pleinement satisfait du rôle joué par les islamistes dans le reflux des masses égyptiennes, le CSFA tente d'aller plus loin... et cherche désormais à contenir les islamistes. Une bataille politique est donc engagée, dans laquelle les parlementaires islamistes agitent l'interdiction de se présenter pour les représentants de l'ancien régime, face à des militaires qui entendent utiliser la « légalité » à leur guise.

...qui indique ce vers quoi conduit la « transition démocratique »

Mais, pour être aujourd'hui incertaine, l'opération Souleiman s'avère des plus instructives. Car les islamistes ont, dans la dernière période, facilité la tâche aux militaires : ils se sont aliénés toutes les autres composantes du parlement-croupion (chrétiens et libéraux). Mécontentes du poids que les Frères Musulmans et salafistes se sont octroyé au sein d'une « assemblée constituante » émanant de ce parlement, toutes ont opté pour le boycott, et s'inquiètent désormais d'un projet de constitution plus réactionnaire que celle de l'ancien régime.

Les « syndicats indépendants », qui comptaient sur l'instauration d'un « dialogue » avec les militaires et la liquidation de la « fédération » officielle (l'ETUF), font eux aussi les frais de leur politique : l'un de leurs représentants, Kamal Abbas, est ainsi poursuivi... pour avoir coupé la parole d'un représentant de l'ETUF, lors de la conférence internationale du travail de juin 2011 à Genève (Labourstart, 3/3/2012). Or, les islamistes, profondément hostiles au droit de grève, ne diffèrent en rien du CSFA sur le plan de la répression anti-ouvrière.

L'armée divise, pour mieux régner, les valets qui se démènent pour obtenir un strapontin à ses côtés : ce faisant, le CSFA avance dans le sens d'une restauration pure et simple du régime dictatorial. Il faut en tirer les conclusions : les gesticulations sur le terrain de la « démocratie » octroyée, l'orientation proposant aux masses de choisir entre leurs ennemis lequel serait le plus « légitime », ne conduisent en dernière analyse qu'à la contre-révolution. Ce n'est certainement pas la défense des islamistes, ni la caution aux élections-bidon, qui peuvent permettre d'enrayer ce processus, quoiqu'il en soit des rebondissements à venir dans la prochaine période. Quant au « dialogue social » et à la reconnaissance des syndicats indépendants du régime, le CSFA entend bien s'en passer en définitive – quand bien même il en fait ponctuellement usage pour museler les masses.

En Tunisie : attaques contre l'UGTT, le droit de grève et de manifestation

À la fin du mois de février, en Tunisie, éclate un scandale significatif : dans de nombreux points du pays, les locaux de l'UGTT ont été la cible d'attaques allant du dépôt d'ordures aux tentatives d'incendie. La direction de l'Union elle-même en vient à dénoncer, à mots couverts, la responsabilité du gouvernement Marzouki-Jebali.

Ce n'est pas la première fois, en effet, que la centrale syndicale et les libertés démocratiques durement acquises – droit de grève, droit de manifestation – sont mises en cause dans le pays, depuis les élections d'octobre 2011. Dès le 18 novembre étaient engagées des poursuites pour « corruption » contre l'ancien secrétaire général de l'UGTT, Abdessalam Jrad. Tentative dirigée en réalité contre l'indépendance syndicale vis-à-vis du pouvoir, qui capotait dès les premières menaces d'un appel à la grève générale émanant de l'Union.

Puis, le 3 décembre, plusieurs milliers d'islamistes – drapeaux d'Ennahdha et drapeaux salafistes mêlés – ont tenté de briser un petit sit-in devant le siège de l' « Assemblée Constituante » au Bardo (banlieue de Tunis). Initiative ramenée à ses justes proportions de poussière humaine par l'afflux, les jours suivants, de milliers de travailleurs et étudiants au secours du sit-in – l'UGTT ayant été appelée à la rescousse. Ennahdha, une fois de plus, a dû faire volte-face en rejetant toute

responsabilité dans cet événement.

Le 25 février, une manifestation en défense de l'UGTT, appelée dans l'urgence, rassemble 6 000 manifestants dans le centre de la capitale, l'équivalent de près de 40 000 manifestants à Paris: les participants débordent le cadre posé par la direction syndicale et envahissent l'avenue Bourguiba, scandant « Démission, démission, gouvernement collabo » et tentant de se rendre vers le ministère de l'Intérieur. Ils tentent de renouer l'expérience de la manifestation du 14 janvier 2011, jour où Ben Ali a été chassé. Dans les jours qui suivent, d'autres manifestations ont lieu dans le pays : à Sfax, un commando de militants « salafistes » parti à l'assaut du local syndical est repoussé manu militari par un service d'ordre constitué de syndicalistes et de jeunes, sous un slogan significatif : « La barbe vous va bien, RCDistes ! » (Kapitalis, 11/3/2012).

La direction de l'UGTT esquive l'affrontement

Cependant, rompre avec le gouvernement Marzouki-Jebali et organiser le combat contre lui est une ligne rouge que la direction syndicale bureaucratique ne veut pas franchir : malgré l'aspiration profonde exprimée par les manifestants, elle se cantonne à « exiger » des enquêtes et des mesures policières pour « protéger » les libertés démocratiques – autrement dit, elle demande au gouvernement et à l'appareil d'État, inchangé depuis Ben Ali, qu'ils renvoient leurs propres chiens à la niche.

Pire : elle s'associe à l'organisation patronale, l'UTICA, pour lancer un vigoureux plaidoyer en faveur du « dialogue social ». Or, ce sont précisément les fruits pourris de ce « dialogue » - les « accords »-bidon conclus avec le gouvernement précédent – qui constituent le point de départ de l'affrontement : les attaques contre les locaux de l'UGTT visaient un mouvement de grève des éboueurs municipaux, réclamant leur titularisation promise des mois plus tôt. Cette grève ne prenait fin que pour voir lui succéder celle des agents portuaires de tout le pays, sur des revendications similaires.

On le sait, les « accords conclus » n'ont servi au précédent gouvernement provisoire qu'à cadener le prolétariat pour mieux préparer la « transition électorale ». Une fois parvenu au pouvoir, le gouvernement Marzouki-Jebali n'entend nullement appliquer ces accords, et prépare au contraire une nouvelle série de coups contre les travailleurs et la jeunesse.

L'objectif du gouvernement Marzouki-Jebali : porter de nouveaux coups aux masses

Qu'on en juge : dès décembre 2011, le projet de budget prévoyait d'amputer le traitement des fonctionnaires de quatre jours de rémunération par an : une mesure qui n'a été transformée en « contribution volontaire » que parce que l'UGTT, en congrès au même moment, s'y est opposée publiquement.

Dans l'enseignement a été confirmé l'abandon définitif du CAPES, à la demande des syndicats eux-mêmes. Le concours, transformé en entourloupe clientéliste du temps de Ben Ali, avait certes mauvaise presse... mais sa suppression n'augure rien de bon en matière de recrutement et de statuts pour les futurs enseignants !Autre exemple : « Le gouvernement Jebali pense sérieusement

supprimer la prime de chômage. » (Investir en Tunisie, 16/3/2012). Ladite « prime » ne concerne pourtant que 20% des 800 000 chômeurs que compte aujourd'hui le pays, où le chômage s'accroît...

Dans le secteur de la santé publique, mis à mal sous Ben Ali, les agressions de familles désespérées se multiplient contre les personnels hospitaliers, incapables de répondre à la demande de soins. Mais le gouvernement Marzouki- Jebali refuse toute prise en charge des milliers de victimes de la répression sous Ben Ali – certains ayant déjà succombé à leurs blessures.

Et les femmes sont, évidemment, en première place dans la ligne de mire des islamistes : c'est une des significations du projet d'imposer « la charia » dans le projet de constitution tunisienne. Ennahdha s'oppose ainsi à toute allocation aux mères célibataires : « J'ai honte devant les autres pays arabes quand je vois un peuple arabo- musulman essayant de justifier les femmes qui ont péché (...) Éthiquement, elles n'ont pas le droit d'exister. » (Souad Abderrahim, tête de liste féminine d'Ennahdha, RMC Doualya, 9/11/2011)

La « dette » de Ben Ali, son accroissement au travers du « partenariat de Deauville » ont un coût : il s'agit, pour le gouvernement Marzouki-Jebali, de faire payer les travailleurs et la jeunesse en frappant indistinctement tous leurs acquis en termes de salaires, de statuts, de droit à l'éducation et à la santé, de protection contre le chômage et la misère. Pour faire passer de telles mesures, il faut, assurément, parvenir à briser la résistance des masses.

L'UGTT repart pour un tour de « dialogue social »... et le gouvernement interdit les manifestations

Le 28 mars, le nouveau secrétaire général de l'UGTT Houssin Abbassi rencontre le premier ministre Jebali et lui offre le moyen de colmater la brèche ouverte un mois plus tôt : malgré le « non-respect des accords conclus », l'Union s'engage à participer à une nouvelle série de négociations sociales pour un an, à partir de mai. Pourtant, au moment même où il referme de nouveau le verrou du « dialogue social » sur la lutte des classes, le gouvernement s'engage dans une nouvelle opération contre les libertés démocratiques.

Le 25, avait été autorisée la tenue de deux manifestations conjointes sur l'avenue Habib Bourguiba : une manifestation théâtrale... et un rassemblement de salafistes. Ces derniers, à quelques dizaines de mètres du ministère de l'Intérieur, s'attaquaient aux artistes et à leur public et saccageaient leur matériel, ainsi que plusieurs cafés avoisinants. Puis ils scandaient des slogans dirigés ouvertement contre la communauté juive de Tunisie. Réaction dudit ministère ? L'interdiction de tout rassemblement sur l'avenue Bourguiba, centre symbolique de la révolution tunisienne, jusqu'à nouvel ordre.

Début avril, la police veillait scrupuleusement à appliquer cette décision – jamais publiée – en matraquant méthodiquement un rassemblement de chômeurs, le 7, puis une manifestation du 9 avril pour l'anniversaire des martyrs... de la lutte contre le colonialisme.

La direction de l'UGTT, contrainte de réagir, le faisait mollement, en appelant à une grande manifestation... le 1er mai, sur la ligne d' « exiger une enquête sur les responsabilités » dans la répression !

Les salafistes, un fascisme en germe

Mais l'épisode de l'avenue Bourguiba et les attaques contre l'UGTT attirent l'attention sur les meutes salafistes qui éruent régulièrement dans le pays depuis plusieurs mois. Ils multiplient provocations et coups de main contre les droits des femmes, les laïcs, les juifs de Tunisie, les libertés démocratiques – prenant d'assaut, dès le 7 octobre, une télévision accusée d'avoir diffusé le film Persépolis, organisant des descentes musclées sur les universités ou attaquant, le 5 avril, les personnels hospitaliers de Sfax, en grève. Avant tout, ces meutes hurlantes et de mieux en mieux armées apparaissent comme le germe d'une force organisée contre le prolétariat, un nouveau fascisme.

Les salafistes jouent, de manière évidente, le rôle de poissons-pilotes pour le gouvernement Marzouki-Jebali, qui les laisse agir à leur guise. Salafistes et Ennahdha ont les mêmes banquiers : les premiers émargent auprès de l'Arabie saoudite, quand les autres entretiennent des relations très suivies avec le Qatar. À l'université, toutes les nuances de la réaction islamiste cohabitent au sein d'une même structure, l'UGTE, rivale du syndicat historique UGET.

L'affaire de la Mannouba, campus universitaire de la banlieue de Tunis, en a été l'illustration la plus frappante. Début décembre, une poignée de salafistes y commence une occupation, sous prétexte d'imposer le « droit au niqab ». Des enseignants et étudiants sont molestés, les locaux du doyen envahis, les cours suspendus pendant des mois. La réaction de Marzouki : « Nous nous devons de protéger les femmes en niqab, en hijab et les femmes non voilées. » (discours d'investiture, 13/12/2011). Le premier ministre islamiste Jebali, va plus loin: « Tout le monde a droit à l'éducation, et ne saurait en être privé » (Mag14, 2/12/2011).

Le 4 janvier, des milliers d'enseignants et étudiants de la Mannouba manifestent devant leur ministère au cri de « Dégage », exigeant l'évacuation des salafistes de leur université. Le ministre, membre d'Ennahdha, fait tabasser les manifestants par la police, accusant les manifestants d'avoir attaqué le ministère.

Début mars, les salafistes franchissent une étape supplémentaire en arrachant le drapeau tunisien du toit de l'université, pour lui substituer le drapeau noir de leur mouvance. Cela fait donc plus de trois mois qu'une petite bande de voyous parasite la vie d'une université entière ! La raison de cette situation est à chercher du côté des directions syndicales, qui appellent encore le 8 mars à faire grève dans l'enseignement supérieur... pour fustiger « l'inaction du ministre de l'Intérieur » ! Bataille politique contre les enseignants et la jeunesse Mais si les salafistes ont choisi de concentrer leur offensive contre une université, avec la complicité du gouvernement, cela n'a rien de fortuit : les mouvances islamistes comprennent bien que se joue-là une bataille décisive.

C'est à l'université que le régime de Bourguiba a perdu pied en premier, dès 1971 - année où l'Union Générale des Étudiants Tunisiens (UGET), pourtant créée par les destouriens, échappe à leur contrôle. C'est de la jeunesse étudiante et lycéenne que sont partis les mouvements les plus significatifs aux heures les plus noires du régime de Ben Ali. Ces combats se sont poursuivis au sein du corps enseignant, où s'est développée une importante opposition syndicale.

À partir de 2008, c'est au sein des organisations enseignantes que l'insurrection de Redeyef a eu les plus importantes répercussions, en lien avec le fait que les enseignants ont eu à combattre d'importantes contre-réformes. Lorsqu'il a eu peur pour de bon, en janvier 2011, Ben Ali a fait

fermer les lycées et les universités. Lorsque le gouvernement provisoire de Ghannouchi s'est constitué, au lendemain du 14 janvier, c'est la grève générale de l'enseignement primaire qui l'a mis à mal.

Dès lors, on comprend pourquoi les salafistes se déchaînent contre les étudiants et les enseignants – de nombreux établissements scolaires étant entrés en grève du fait d'agressions. Rien de surprenant non plus à ce qu'une des premières victimes présumées des salafistes ait été un enseignant, militant syndical d'extrême-gauche, retrouvé « pendu » dans le village de Sejnène... où parade, en toute impunité, une milice islamiste.

Pourtant, comme les travailleurs qui cherchent à se servir de l'UGTT, les étudiants tunisiens ont réagi de manière très significative lors des élections universitaires du mois de mars – scrutin débarrassé pour la première fois des milices RCD – en votant à 88%, dans tout le pays, pour les candidats de l'UGET, laminant les islamistes.

« Progressistes » bourgeois contre islamistes

C'est faute d'une force politique représentant le prolétariat qu'aujourd'hui, Ennahdha et les meutes salafistes oeuvrent à occuper le vide politique. Mais le tableau de la contre-révolution ne serait pas complet s'il ne rendait compte de la nouvelle stratégie d'anciens caciques du RCD pour retrouver le chemin du pouvoir : agiter le drapeau du « progressisme ».

Le 24 mars, à Monastir, c'est autour de l'ancien premier ministre Essebsi que se regroupaient plusieurs dizaines de partis tunisiens, sur l'axe du combat contre l'instauration de la « charia » au sein du projet de constitution. Autour de cet axe, l'ancien parti stalinien Ettajdid, en cours de fusion avec le « Parti du Travail Tunisien » et les « libéraux » de son « Pôle moderniste » ; l'ex-tête de proue de l'opposition légale sous la dictature de Ben Ali, le PDP ; et bon nombre d'anciens caciques du RCD... Est-il utile de le préciser ? « Progressistes » ou « modernistes » dans leurs affirmations, les tenants de cette coalition sans rivage à droite sont avant tout des ennemis jurés de la classe ouvrière tunisienne. C'est Essebsi qui, dix mois durant, a rempli le rôle principal dans l'organisation de la contre-révolution en Tunisie. C'est aussi son équipe qui a défini... la politique économique d'Ennahdha, écrite comme on l'a vu à Deauville.

Ni islamistes bourgeois, ni « progressistes » bourgeois – ni RCD rasé, ni RCD barbu : les travailleurs et la jeunesse de Tunisie ont besoin aujourd'hui d'une représentation politique du prolétariat, assumant leurs revendications politiques et sociales. Il est indispensable, pour le prolétariat, de sortir de l'impasse politique qui le réduit à devoir "choisir" en permanence entre différentes fractions bourgeoises réactionnaires.

En Égypte comme en Tunisie : nécessité d'un front ouvriers-étudiants

Du point de vue des travailleurs et de la jeunesse, les différentes couches de l'appareil d'État et de la bourgeoisie ont un seul et même programme : celui du « partenariat » de Deauville, de la « dette » qui s'accroît à mesure que les masses la paient, de la soumission aux puissances impérialistes et à leurs trusts. Ce programme ne signifie rien d'autre que la poursuite acharnée des attaques contre

leurs conditions de vie et leurs droits les plus élémentaires, le pillage sans limite des richesses de leurs pays, la soumission aux pays impérialistes dominants. C'est le programme qu'ils ont voulu combattre en s'engageant dans la voie de la révolution.

Si dure que soit aujourd'hui la situation, les prolétariats des deux pays ne sont pas écrasés à ce jour et conservent dans leurs mains une puissance potentielle supérieure à celle de tous leurs ennemis. Il faut, pour permettre à cette puissance de s'exprimer, qu'une force se dégage, opposant un front uni du prolétariat et de la jeunesse au front de la réaction, de la contre-révolution.

Constituer un tel front signifierait, pour commencer, que soit imposée la rupture des organisations syndicales avec la bourgeoisie et toutes ses organisations, avec les gouvernements et l'appareil d'État tunisien et égyptien. En Tunisie, le bilan des « accords » conclus l'an dernier et foulé aux pieds par le gouvernement actuel est éloquent : il en sera de même avec tout autre gouvernement fusionnant avec l'appareil d'État issu de la dictature, soumis aux exigences des puissances impérialistes. En Égypte, les velléités des dirigeants des « syndicats indépendants » d'obtenir leur « reconnaissance » par les militaires n'obtiennent pour réponses que la loi anti-grève, la répression des travailleurs et des militants syndicaux. Il faut en finir avec cette politique.

Il faut rompre avec la stratégie des grèves disloquées, convoquées à mesure que se déroulent les « concertations » avec le régime, les journées de grève sans lendemain et sans résultat : les syndicats doivent inscrire leur action dans la perspective de la grève générale sur le terrain des revendications de tout le prolétariat. Ce mouvement, sur le modèle de la grève enseignante de septembre 2011 en Égypte, supposerait que soient impulsés des comités de grève élus sur la base des revendications, vers un comité central de grève. Seul le mouvement vers la grève générale peut permettre que se réalise effectivement la jonction étudiants travailleurs.

Face à la répression et aux milices fascisantes, la rupture avec la bourgeoisie signifie aussi la fin des suppliques adressées aux appareils d'État pour le respect des droits ouvriers : la police et l'armée issues de la dictature sont favorables à la répression et complices des milices. À Sfax, où les brutes salafistes ont été chassées, comme sur la place Tahrir où les baltagiyas ont été combattus, s'est exprimé le fait que seule l'autodéfense ouvrière, l'organisation sous l'égide des syndicats de groupes d'autodéfense, peut permettre que les libertés démocratiques et les droits des travailleurs et jeunes soient effectivement respectés. Du même élan, pourrait être balayée la poussière humaine des meutes salafistes qui sévissent aujourd'hui impunément en Tunisie.

Pour l'émergence de partis ouvriers de masse

Mais l'expérience des « transitions démocratiques » permet aussi aux travailleurs de mesurer l'absence d'une force politique organisée pour défendre son programme et ses revendications : un parti ouvrier, condition sine qua non à la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan exerçant le pouvoir au compte des masses. Un tel parti, combattant pour le droit de représenter les forces sociales qui ont été au cœur de la révolution, constituerait en soi une réalisation prodigieuse, permettant aux travailleurs de Tunisie et d'Égypte de franchir d'un coup des décennies d'arriération politique.

Ce parti ne surgira pas, en soi, des diverses organisations ex-staliniennes ou d'« extrême gauche », divisées et intégrées le plus souvent à des « fronts » sans rivage, à l'instar du « Front du 14 janvier

» qui s'est reconstitué en Tunisie. Pour permettre que ce parti voie le jour, représente la grande masse du prolétariat, intègre si nécessaire l'ensemble de ses courants, c'est des organisations de masse du prolétariat, les organisations syndicales, qu'il peut et doit jaillir. Son programme de base serait constitué par les revendications et son élaboration politique consisterait à formuler les moyens d'y répondre.

D'ores et déjà, l'expérience des masses tunisiennes et égyptiennes permet d'avancer qu'il est indispensable, pour la satisfaction des besoins sociaux, d'exiger l'annulation immédiate de la « dette » contractée sous les dictateurs, de rejeter du même élan le « partenariat de Deauville ». Tous les accords conclus entre les puissances impérialistes et les dictatures doivent ainsi être annulés.

Les privatisations doivent être stoppées, et les biens arrachés aux dictateurs nationalisés, de même que les entreprises privatisées sous Moubarak et Ben Ali doivent être renationalisées. Plus généralement, le parti ouvrier ne rechignerait pas à exiger la nationalisation sans indemnités ni rachat de tous les secteurs vitaux de l'économie, placés sous contrôle ouvrier, avec l'appui des syndicats pour l'organiser et le planifier.

Un parti ouvrier exigerait encore : une réforme agraire redistribuant la terre à ceux qui la travaillent, et la réorganisation de la production agricole pour satisfaire les besoins de la population ; l'organisation du contrôle ouvrier sur les prix ; l'organisation sous contrôle ouvrier du meilleur accès à l'eau, à l'électricité ou au logement ; le droit pour tous les travailleurs à la sécurité sociale et à la retraite ; le développement de services publics accessibles à tous dans les domaines de l'enseignement ou de la santé... Il défendrait, en conséquence, la perspective d'un vaste plan de production pour répondre aux besoins des masses. Il serait enfin le seul véritable garant des libertés démocratiques, des droits des femmes et des droits des minorités.

Pour la révolution prolétarienne, le socialisme

Mais une avant-garde révolutionnaire, si elle combattrait en Tunisie ou en Égypte pour qu'un tel parti voie le jour, n'en abdiquerait pour autant aucune de ses convictions ni aucun élément de son programme : elle combattrait au contraire, ouvertement, pour que le programme de ce parti soit un programme de revendications transitoires vers l'instauration du socialisme.

Il n'est pas possible en effet d'imaginer que les revendications du prolétariat, les aspirations de la jeunesse puissent être satisfaites sans que soit mis à bas, en définitive, tout l'édifice militaire et policier des dictatures : que la police soit désarmée, que de larges pans de l'armée, via les soldats, bascule du côté des masses et s'organise pour balayer l'État-major, désignant ses propres commandants.

Il n'est pas possible d'imaginer répondre aux revendications des masses sans rompre avec la tutelle impérialiste et ses diktats : mais, pour surmonter les conséquences d'une telle rupture, la Tunisie et l'Égypte révolutionnaires devraient inscrire leur combat dans la perspective des États-Unis socialistes de l'Afrique du Nord, voire de la Fédération socialiste du Moyen-Orient – tant l'expérience de la crise révolutionnaire en Égypte a montré que la lutte des masses égyptiennes a des répercussions bien au-delà des frontières de l'Égypte, à commencer par la Palestine.

Sous une forme négative, la contre-révolution à l'oeuvre, fruit de prétendues « transition démocratiques », fait ressortir la nécessité de ces mots d'ordre. Sous une forme nouvelle,

l'alternative qui reste posée aux masses de Tunisie et d'Égypte est : révolution prolétarienne ou contre-révolution bourgeoise, sans moyen terme.

Les enseignements de l'année écoulée vont encore au-delà des seules frontières de l'Afrique du Nord et du Moyen- Orient : ils contribuent à montrer qu' « On ne peut aller de l'avant sans aller au socialisme » (Lénine).

Le 12 avril 2012

Contactez nous: maghrebsocialiste@free.fr